

ENTRETIEN Jérémie Zimmermann, cyberactiviste

# Contre la «dictature internet»

L'espace de liberté et d'égalité que devait être internet s'est retourné contre nous. Et pourrait même devenir un frein à la démocratie, explique Jérémie Zimmermann, cofondateur de la Quadrature du Net, qui défend les droits et libertés des citoyens sur internet.

**Q**uand vous entendez « internet » et « démocratie » dans la même phrase, vous pensez à quoi ?

À la neutralité du net. C'est-à-dire cette caractéristique technique du réseau qui fait d'une part qu'on a tous une capacité égale d'accès à des contenus, des services et des applications : on peut s'informer à toutes les sources existantes, qu'elles soient ou non dans notre espace géographique, linguistique, politique... Et la neutralité du net c'est aussi une capacité universelle de participation, de publication. Donc de participer au débat public, de le renforcer, de le contester ou de construire des discours alternatifs. C'est cette neutralité qui fait qu'internet est un outil démocratique.

– C'est la théorie. Mais la pratique ?

Elle est clairement menacée, et de bien des façons. D'abord parce que des opérateurs pensent qu'il est justifié, pour des raisons commerciales, de restreindre les possibilités de leurs utilisateurs. Par exemple, certains

sites de vidéos ou de systèmes de voix sur IP (*la version internet du téléphone*, nldr) sont rendus inaccessibles par des opérateurs téléphoniques. Aussi, certains fournisseurs d'accès internet ralentissent l'accès à YouTube pour privilégier Dailymotion. Ces restrictions d'accès commerciales menacent la liberté d'information et d'expression en même temps que la libre concurrence et l'innovation.

« Quand une personne se sait surveillée, son comportement change »

Il y a aussi des restrictions de nature politique. Dans des dizaines de pays, on pratique une censure d'internet extrêmement dangereuse (*voir notre infographie en page 2*). Elle n'est pas le fait uniquement de pays totalitaires.

Une autre tendance, entre les

deux, est la mise en place de mécanismes privatisés de censure où les gouvernements incitent les opérateurs privés à se livrer eux-mêmes à des actes de censure en retirant des contenus sur la base de simples soupçons, en dehors de toute procédure judiciaire.

– On voit aussi, depuis le début de l'été dernier avec le scandale Prism, que des grands acteurs d'internet participent à une entreprise massive d'espionnage...

On n'a pas pris assez de recul, jusqu'ici, pour voir venir la fulgurante progression des technologies, ne serait-ce qu'au niveau du matériel. Dans les années 80 on avait des micro-ordinateurs qui étaient livrés avec l'ensemble de leurs spécifications, on pouvait les ouvrir, et n'importe quel bidouilleur pouvait savoir comment ils fonctionnaient.

Maintenant on a des machines coulées dans le plastique qui nous interdisent de les ouvrir, de voir leurs composants et même d'en enlever la batterie. On est passé d'une ère des machines amies à une ère des machines qui se retournent contre



Jérémie Zimmermann : « Il faut qu'on choisisse si ce sont les technologies qui nous contrôlent ou si c'est nous qui les contrôlons » DR

leurs utilisateurs.

– Et pour les contenus ?

Que ce soit pour les contenus ou les contenus, les objectifs sont avant tout commerciaux. Le modèle économique de Google et Facebook, par exemple, est basé sur la récolte des données personnelles des utilisateurs. Grâce à elles ils peuvent définir des profils toujours plus fins sur nous, et plus ils sont fins plus leur valeur commerciale est grande. On peut tout à fait imaginer qu'ils soient ensuite revendus à des assureurs, des banques, qui s'en serviraient pour établir leurs calculs de risques...

Et on se rend compte maintenant avec les révélations de Snowden que l'alliance de ces matériels fermés et de ces plateformes qui aspirent nos données personnelles est un énorme pouvoir pour les entreprises qui les contrôlent. Et que ce pouvoir est détourné par les services de renseignements qui rêvent eux aussi, mais pour d'autres raisons, de profiler les individus. Et de les espionner. Tout ça aboutit à un mélange d'espionnage industriel, d'espionnage politique et d'espionnage civil. Tout cela se fait aux dépens de notre vie privée.

« Google en sait plus sur vous que votre mère ! »

– En quoi la question de la vie privée est fondamentale ?

Quand une personne se sait surveillée, son comportement change. Quand on craint que ce qu'on dit ou fait puisse être utilisé contre nous, on ne parle pas de la même façon de son patron ou de son gouvernement, on ne va pas à telle réunion d'un nouveau parti politique ou d'alcooliques anonymes ou de malades du sida. Donc une atteinte au droit fondamental à la vie privée est une atteinte à la liberté d'expression, à la liberté d'opinion, de réunion, de mouvement. Sans ça, pas de démocratie.

– Donc internet c'est pire que la Stasi ?

À côté du monde qui se dessine sous les révélations de Snowden, la Stasi c'est Disney-

land ! Des amis allemands ont fait le calcul : mises ensemble, toutes les armoires de la Stasi rempliraient un espace équivalent à une grosse ville. Si on mettait sur fiches tout ce que la NSA collecte, les mêmes armoires occuperaient la moitié de l'Afrique.

Le nombre d'informations que l'on transmet chaque jour est colossal ! C'est pas uniquement nos SMS, nos e-mails ou nos appels. C'est avec qui on échange, à quelle heure, pendant combien de temps. C'est nos déplacements. Ce sont les pages que nous visitons sur internet. Nos recherches. Nos achats. Google en sait plus sur vous que votre mère ! Google sait tout de vos orientations sexuelles, politiques, de vos coups de déprime, de votre heure de lever. On n'imagine pas ce que ça donnerait aux mains d'entreprises qui doivent vous vendre une assurance ou vous fournir un emploi. Le contrôle potentiel des individus est absolument terrifiant. On n'imagine pas ce que ça donnerait aux mains d'un pouvoir totalitaire.

– C'est la notion même de dictature qui a changé ?

Notre pari de hackers, dans les années 90, était de dire que le cryptage des données allait permettre à nos sociétés de se protéger contre les totalitarismes. C'est périmé. Entre-temps, les Facebook, Google, Apple etc. ont vendu à grands coups de marketing qu'abandonner sa vie privée c'était cool et que c'était une façon de se faire des amis.

L'enjeu de société est bien plus vaste et va bien au-delà de l'utilisation de nos trucs de geeks. Ça touche à des fondamentaux : se protéger, protéger ses proches, et réévaluer le rapport qu'on a à la technologie. Il faut qu'on choisisse, maintenant, si ce sont les technologies qui nous contrôlent ou si c'est nous qui les contrôlons. C'est la question qu'on pose : est-ce qu'on va réussir à faire comprendre que si on veut une société plus libre, où on pourra tous s'exprimer, participer, innover, créer, faire du business ou de la politique, il faut reprendre le contrôle de notre vie privée et des technologies.

– Mais ça passe par quoi ?

Ça passe par comprendre les fondamentaux de l'informatique (les produits que nous utilisons changent beaucoup mais seulement en surface, leur noyau reste le même), les fondamentaux du partage de connaissances, la neutralité du net et l'usage du logiciel libre. Les pouvoirs publics doivent aussi investir dans des technologies qui libèrent plutôt que de dépendre des technologies qui contrôlent.

Et surtout, il est essentiel qu'on s'approprie ces questions, fondamentales. Qu'il y ait une prise de conscience. On l'a montré avec Acta : si on s'organise, on peut avoir un impact. La démocratie ne s'use que si on ne s'en sert pas. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE-CAMILLE BECKELYNCK

## PANORAMA

## WEB ET DÉMOCRATIE

## Tour du monde des initiatives

## USA

49<sup>e</sup> quartier de Chicago

Sous forme d'expérience innovante en démocratie directe, transparence et réforme économique, les habitants du 49<sup>e</sup> quartier de Chicago ont été invités à participer pour la troisième année au processus de budget participatif. La première année, 100 volontaires ont développé 36 projets parmi lesquels 14 ont été sélectionnés par un vote de 1600 membres de la communauté qui ont reçu un montant total de 1,3 million de dollars de financement – ce qui représente le montant total du budget de fonctionnement du quartier. En 2012, 21 projets ont été proposés parallèlement à une question concernant le pourcentage qui devrait être accordé à la réfection des routes. Le 49<sup>e</sup> quartier est la première juridiction politique du pays à avoir mis en place un processus de budgétisation participative.

➤ @ <http://www.ward49.com/>

## ESPAGNE

## Kyopol

L'objectif du projet est de fournir un environnement libre nonpartisan pour favoriser la participation civique dans les municipalités. Des ONG, citoyens, fonctionnaires, politiques et médias bénéficient de moyens pour discuter, développer des processus participatifs, coordonner des travaux internes, etc. Cet environnement appelé KyoPol (acronyme de « ville symbiotique ») est conçu comme un logiciel gratuit dont le but est de le rendre durable à la fois dans les pays développés et dans les pays en voie de développement. La recherche, le design et la construction de ce système sont caractérisés par une approche interdisciplinaire et collaborative, tout en incluant des éléments sociopolitiques, techniques et participatifs.

➤ @ <http://www.kyopol.net/>

## FINLANDE

## Pétitions et lois

Sur la plateforme d'Open Ministry, les citoyens finlandais proposent des pétitions en ligne. En vertu de la loi sur les initiatives citoyennes, les pétitions qui recueillent 50 000 signatures dans un délai de six mois doivent être examinées au Parlement. Open Ministry rédige les projets de loi issus des pétitions avec l'assistance de juristes et d'autres experts bénévoles. Dans un autre modèle finlandais, l'externalisation ouverte, utilisée dans le cadre du processus législatif, vise à recenser les problèmes soulevés par une loi et à leur trouver des solutions. Cette méthode a été appliquée pour l'élaboration de la loi sur la circulation hors des voies aménagées par le biais d'une plateforme en ligne comportant des éléments ludiques tels que la possibilité de gagner des points et des badges.

➤ @ <http://www.avoiministeri.fi/> ; <http://www.suomijoukoista.fi/> (SOURCE FMD)



4 juillet 2012 à Strasbourg: après une forte mobilisation citoyenne, le Parlement européen (ici le groupe des Verts) vient de rejeter le traité ACTA, qui contient des dispositions très floues sur la contrefaçon sur internet. Et donc sur son contrôle par les autorités. PHOTO ARCHIVES DNA